OBSERVATOIRE DES MUTATIONS POLITIQUES
DANS LE MONDE ARABE

REGARD GLOBAL SUR LE « RÉVEIL ARABE »

PAR BÉLIGH NABLI
Directeur de recherches à l'IRIS,
Directeur de l'Observatoire des mutations politiques dans le Monde arabe

1er septembre 2012

IRIS
INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES

REGARD GLOBAL SUR LE « RÉVEIL ARABE »

Par Béligh Nabli / Directeur de recherche à l'IRIS, Directeur de l'Observatoire des mutations politiques dans le monde arabe

Depuis la fin de l'année 2010, le monde arabe vit une soudaine accélération de son histoire. Le mouvement en cours conforte la dialectique de l'un et du multiple qui structure les grands ensembles comme le monde arabe. Complexe et pluriel, le « réveil arabe » n'est ni homogène, ni univoque. L'hétérogénéité des régimes et sociétés nationales écarte d'emblée l'idée d'un mouvement global qui obéirait à une mécanique identique aux implications univoques. De plus, le souffle contestataire qui traverse les pays ne revêt pas la même forme et ne connaît pas la même intensité. Son impact est différencié et inégal. Le processus global se décline État par État. Du reste, certains pays ont échappé à la vague de contestation populaire.

Il n'empêche, un certain nombre d'éléments permettent d'inscrire les soulèvements des peuples arabes dans un seul et même mouvement historique. La manière dont s'est propagée la vague de protestations traduit le lien immatériel qui continue de lier les Arabes. L'échec idéologique du panarabisme n'a pas fait disparaître toute conscience politique transnationale et collective. Un lien immatériel renforcé par nombre de similarités structurelles des sociétés et régimes arabes.

Le printemps arabe a pris corps dans un monde arabe structuré par des sociétés profondément inégalitaires (sur les plans social et territorial) et des régimes corrompus et autocratiques dont l'autoritarisme se traduisait par une limitation stricte des libertés individuelles, politiques et économiques de ses propres citoyens. Des systèmes de captation du pouvoir politique et économique par des clans familiaux. Des régimes dont l'adhésion constitutionnelle au modèle de la République était contredite par des réflexes claniques, des pratiques népotiques et une tentation dynastique concrétisée par une transmission

arbitraire du pouvoir de père en fils. Les régimes égyptien, yéménite et libyen se destinaient à suivre l'exemple syrien, où le fils Bachar a succédé à son père Hafez al-Assad. En Tunisie, le scénario prévu était quelque peu différent, mais relevait de la même logique prédatrice, puisque c'est la femme ou le beau-fils du président Ben Ali qui se préparait à lui succéder. Des régimes autoritaires et répressifs qui ont été incapables de prendre la mesure de la contestation et de la désamorcer (sauf au Maroc et en Algérie) et de nouer un dialogue politique constructif avec leur propre population.

Dès lors, les motivations des soulèvements se rejoignent autour d'aspirations communes qui se traduisent d'abord par la contestation du « système » ou régime (« nizâm ») en place. Les soulèvements populaires sont autant de réactions, d'appels à la justice politique et sociale, à la dignité individuelle et collective. Sans être d'une grande précision, les revendications exprimées sont à la fois d'ordre social (appel à la justice (« adala ») et à l'amélioration des conditions de vie) et politique (appel à la liberté (« hurriyya »), à la dignité (« karama ») et à la tenue d'élections libres et pluralistes). Dans les monarchies (Maroc, Jordanie, Bahrayn), la demande principale de nature politique a été non point celle du passage à un régime républicain, mais à une monarchie constitutionnelle.

Les insurrections populaires n'ont pas été impulsées par des organisations officielles, institutionnelles ou partisanes. D'où cette impression de phénomènes spontanés. Cet aspect est peu surprenant compte tenu de la répression dont a fait l'objet toute opposition réelle aux régimes en place. Ce vide a été comblé par des mobilisations collectives d'une société civile - que l'on croyait inexistante ou du moins moribonde - et qui s'est retrouvée dans la « rue » et dans les réseaux sociaux. La spontanéité initiale de ces mouvements sans assise idéologique ou religieuse particulière, ni même de chef emblématique, s'est avérée une force pour une dynamique diffuse et insaisissable. L'absence de leader charismatique symbolise la rupture avec des régimes autocratiques souvent ancrés dans des systèmes patriarcaux. Toutefois, il convient de ne pas minorer la structuration des mouvements grâce à la mobilisation des leaders d'opinion (quelques figures ont émergé en Egypte et en Tunisie durant la période révolutionnaire), des acteurs de l'opposition (à l'intérieur ou à l'extérieur du pays) ou issus de l'ancien régime (exemple topique de la Libye), des syndicats (l'UGTT en Tunisie par exemple).

Les manifestations de « rue » et les conflits armés se prolongent dans un monde médiatique et virtuel, des espaces politisés largement investis par les divers protagonistes. Alors que les sociétés arabes sont souvent présentées comme archaïques, elles ont su conjuguer des formes de mobilisation classiques (rassemblements et manifestations de masse, sit-in, grèves générales) et le recours à des technologies modernes de communication qui se sont notamment substituées à une presse écrite traditionnelle le plus souvent liée au pouvoir en place, ou du moins strictement contrôlée. Malgré une surveillance étroite des médias et des nouvelles technologies de communication - internet, réseaux sociaux, téléphones portables – les régimes arabes ont été incapables de briser les liens ainsi tissés entre les activistes-blogueurs et autres cyber-dissidents. En outre, dans un monde globalisé où les frontières ne font plus obstacle au flux d'information, les chaînes satellitaires (parmi les dizaines existantes, à noter le poids de la chaîne qatarie Al-Jazira fondée en 1996 et son impact interne et international sur les soulèvements populaires, avec une exception notable dans le cas du Bahreïn…) deviennent des sources de déstabilisation pour les Etats dépourvus de leurs traditionnelles prérogatives de puissance publique susceptibles de les amener à user de la censure.

Ces moyens modernes de communication utilisés de manière intensive et continue par la jeunesse arabe et urbaine ont permis de faire circuler l'information, de désenclaver et de mobiliser des activistes a priori inexpérimentés et désorganisés. L'émergence d'une scène médiatique et d'un monde virtuel transnationaux a favorisé l'intercompréhension entre les peuples maghrébins, et a permis la cristallisation de véritables opinions publiques dans le monde arabe. Le rôle de ces derniers ne doit cependant pas être surévalué et l'idée de « révolution 2.0 » ou « révolution Facebook/Twitter » est incongrue et trompeuse. Les messages issus de ce monde virtuel n'ont pas enclenché les mouvements de protestation, mais ont contribué à nourrir leur dynamique par des échanges d'informations, d'images, d'opinions. Encore faut-il préciser que l'impact de ces différents flux varient en ampleur et en intensité d'un pays à l'autre : si les tunisiens, les égyptiens ou les marocains ont su exploiter les potentialités de ces nouvelles technologies, les insurgés libyens et syriens ne se sont pas focalisés sur cet enjeu. Non seulement une partie des manifestants et insurgés ont agi en dehors de ce monde virtuel, mais l'activisme en ligne ne suffira jamais à remplacer à lui seul l'intervention des acteurs syndicaux, associatifs, tribaux, religieux…

Les manifestations populaires, à caractère pacifique (« silmiyya »), ont rapidement été confrontées à la violence de l'appareil répressif des régimes autoritaires contestés. Cette coercition massive et meurtrière ne faisait que traduire l'incapacité des autocraties à faire montre d'un quelconque sens du dialogue avec leurs propres peuples. Une incapacité qui n'a fait que renforcer la résistance civile, au point que celle-ci dégénère en insurrection armée en Libye et en Syrie. Un durcissement de la confrontation et une militarisation du conflit qui ont causé un effritement définitif de la légitimité et de l'autorité du pouvoir.

Les soulèvements populaires n'ont pas opposé les régimes aux sociétés. Ce schéma est trop rigide et ne correspond pas à une réalité complexe. D'un côté, les régimes en place bénéficiaient en effet d'un soutien populaire non négligeable basé sur des rapports clientélistes, claniques et/ou tribaux. De l'autre, des membres de l'appareil d'Etat (y compris de l'armée) ont lâché les régimes pour rejoindre le soulèvement. Du reste, la conjugaison de ces deux données devait aboutir à un risque de guerre civile. Cela étant précisé, les mouvements de contestation sont le fruit d'une mobilisation transgénérationnelle et interclasses, les barrières sociales étant momentanément tombées. Cette transcendance fit la force des soulèvements, même les variables tribales et/ou communautaires ont pesé fortement en Libye, au Yémen, au Bahreïn et en Syrie.

Dans la masse des manifestants et des insurgés, trois figures méritent une attention particulière : les jeunes, les femmes et les islamistes.

Dans tout le monde arabe, les jeunes (« chebab ») - aisés ou désœuvrés, politisés ou non – ont joué un rôle catalyseur. Force motrice de ces mouvements, la jeunesse a été à l'avant-garde des soulèvements contre des régimes insensibles ou coupés de leur réalité. Une jeunesse arabe massive (60% la population avait moins de 25 ans en 2009 selon le rapport arabe sur le développement humain, PNUD, 2009, p. 3), de plus en plus diplômée mais confrontée à un chômage et une sous-qualification structurels. Une jeunesse aux conditions variées, certes, mais unie par un fort sentiment de frustration. Les sociétés arabes sont des sociétés de consommation et de communication, dont les contradictions et tensions en matière sociale et sociétale affectent d'abord les jeunes. Des blocages et un déficit de

perspectives qui contrastent avec le champ des possibles – réel ou virtuel – d'un monde globalisé.

Le passage à l'acte de cette jeunesse qui a d'une certaine manière assumé une fonction historique qui lui revenait reflète la rapide transition démographique vécue par les sociétés arabes depuis la fin des années 1970 et favorisée par deux facteurs : la hausse du niveau d'alphabétisation et de qualification ; la baisse du taux de natalité. Cette transition démographique marque une rupture – relative et variée – du monde arabe avec le modèle familial traditionnel fondé sur la famille endogame et un paternalisme structurel. Cette rupture a bouleversé la sociologie et la psychologie des pays concernés en générant une modification de la vision du monde qui se traduit par un individualisme social et une émancipation des femmes. Ces bouleversements démographiques ont des répercussions directes sur la mue de l'individu-sujet en individu-citoyen.

Cette grille de lecture globalement pertinente n'explique pas tout et ne se vérifie pas partout. Il suffit de citer ici l'exemple du Yémen, dont la société ne connaît pas ce phénomène de transition démographique, mais dont une frange active a été capable de se mobiliser politiquement et de faire tomber son chef d'Etat.

Loin d'exclure les femmes (y compris voilées), les mouvements populaires se sont également caractérisés par leur mixité. En cela, les soulèvements furent un printemps de la femme arabe. Ecartées des insurrections armées (Syrie, Libye), les femmes ont fait montre de leur conscience politique et sociale en prenant une part active dans l'histoire de leur pays. La femme arabe s'est départie des pesanteurs internes et autre regard orientaliste qui la cantonne trop souvent dans un objet de type sensuel (« danseuse du ventre »), passif (« femme voilée ») ou victimaire. Certaines d'entre elles sont mêmes devenues des figures emblématiques du « printemps arabe ». Ainsi, Tawakkul Karman, au cœur du mouvement de contestation contre le président yéménite Ali Abdallah Saleh et qui à ce titre fut la première femme arabe à recevoir le Prix Nobel de la paix. Ce moment d'émancipation fut néanmoins emmaillé d'actes de violence (série d'agressions sexuelles sur la Place Tahrir commises a priori par les forces du régime) et reste à poursuivre après la chute des régimes concernés, le plus souvent accompagné par une montée en puissance des islamistes.

Bien qu'à aucun moment la « révolution islamique » (Iran, 1979) ne s'est imposée comme référence aux manifestants et insurgés, l'islamisme politique ressort visiblement renforcé de

cette séquence historique qui restera aussi comme une revanche politique des islamistes contre les régimes autoritaires qui les ont combattus durant des décennies. Cela ne signifie pas que l'islamisme politique était absent des ordres politiques et sociaux, loin s'en faut. La religion a été largement investie et instrumentalisée par les autocrates, même lorsqu'ils étaient à la tête d'un régime apparemment laïc. Une tendance accrue depuis la fin de la période nassérienne et du déclin du nationalisme arabe.

Les islamistes ont pris une part active aux soulèvements, mais sans en être les penseurs ou instigateurs. Les revendications des manifestations populaires n'avaient pas de connotation religieuse – sauf exceptions – et les millions de manifestants n'ont pas défié les régimes au pouvoir en vue de l'instauration d'un califat ou d'un émirat islamique. Si les (slogans) islamistes ont pu se faire entendre, le mouvement dans sa globalité était « a-religieux », sans être « laïc ». Figures de l'opposition historique aux différents régimes en place, les partis « islamistes » ont réussi à fructifier sur les plans politique et électoral (en Tunisie, en Egypte, au Maroc et dans une moindre mesure en Libye) leur ancrage dans des sociétés conservatrices. Leur meilleure capacité d'organisation et de mobilisation par rapport aux autres forces d'opposition aux régimes a pesé sur le résultat des divers scrutins. Le pluralisme démocratique leur a permis de passer de la clandestinité à une visibilité publique et politique. Les élections qui ont suivi les soulèvements populaires ont traduit dans les urnes un rapport de force politique qui leur était largement favorable compte tenu de la structuration de la vie démocratique autour de questions identitaires, mais aussi des thèmes de justice sociale et de lutte contre la corruption. Si la participation des islamistes au jeu démocratique et électoral ne date pas du « printemps arabe » (Algérie, Palestine), elle en constitue une donnée remarquable (pour les salafistes en particulier).

Un choix qui s'avère payant, puisqu'à l'exception de la Libye, toutes les élections organisées en Tunisie, en Egypte, au Maroc et au Koweït ont débouché sur le succès des mouvements islamistes[1]. Si les partis islamistes désormais au pouvoir ne souhaitent pas instaurer de régime islamique proprement dit, ils se rejoignent sur la volonté d'établir un ordre moral (ultra)conservateur inspiré de la charia. Celle-ci peut s'appuyer sur une aspiration populaire réelle de renouer avec une identité musulmane questionnée dans un monde globalisé. Ils conjuguent libéralisme économique (interne et international), activisme social et conservatisme moral. S'il convient de ne pas céder à la diabolisation stérile de la « menace

[1] En Algérie, cette poussée islamiste a été sans doute occultée par le pouvoir.

islamiste », l'islamisme politique doit faire montre de sa capacité à jouer la carte de la « normalisation » en respectant le processus de démocratisation de la société, ce qui suppose le respect des minorités (politiques, religieuses, etc) et l'existence de contre-pouvoirs (presse, associations de la société civile,…). Conservateurs sur les questions sociétales, libéraux en matière économique, ils sont traditionnellement attentifs aux préoccupations sociales de la population (par des actions caritatives qui ont noué un rapport privilégié – voire clientéliste – avec les populations défavorisées).

Face aux outrances salafistes et aux ambiguïtés des partis liés à la confrérie des Frères musulmans, une alternative viable à l'islamisme politique suppose pour les partis dits « nationalistes », « progressistes » ou « libéraux » de remédier à leurs carences stratégiques, organisationnelles et idéologiques.

Il reste difficile et aléatoire de dresser un quelconque bilan et encore plus de prévoir l'avenir du mouvement en cours. Il y a une part d'incertitude, d'inconnu et de discontinu. La singularité et le caractère sui generis de ce phénomène rendent son analyse et sa qualification difficiles. Il reste délicat de le nommer, de mettre des mots sur cette chose. Si l'expression de « printemps arabe » - en référence au « Printemps des peuples » qui marqua l'Europe en 1848 - s'est imposée par commodité, elle s'avère impropre. Outre son anachronisme, l'analogie témoigne à nouveau d'un décalage entre la réalité arabe et sa perception occidentale. Au-delà de l'expression englobante - et donc forcément artificielle - de « printemps arabe », ce mouvement est l'expression d'une rupture politique, celle de l'effondrement d'un « mur psychologique ». C'est là que réside aussi le « réveil arabe » : les peuples ont transcendé leur peur du Léviathan et ont pris conscience de leur pouvoir souverain. Cette dignité recouvrée ouvre à nouveau le champ des possibles des peuples arabes. ■

Bibliographie sélective :

- Bauchard Denis, *Le nouveau monde arabe. Enjeux et instabilités*, André Versailles éditeur, 165 p. ; « Introduction », *Politique étrangère*, 1/2012 (Printemps), pp. 66-70.
- Billion Didier (dir.), « Monde arabe : l'onde de choc », *Revue internationale et stratégique*, 3/2011 (n° 83), Automne 2011.
- Bitar Karim Emile, « Les révolutions de la dignité », *L'ENA hors les murs*, n° 414, septembre 2011, pp. 2-8.
- Bozarslan Hamit, « Bilan géostratégique 2012. La révolution en marche », *Moyen-Orient*, n° 15, juillet-septembre 2012, pp. 15-23.
- Filiu Jean-Pierre, *La révolution arabe. Dix leçons sur le soulèvement démocratique*, éditions Fayard, 2011, 215 p.
- Guidère Mathieu, *Le choc des révolutions arabes*, Paris, Autrement, avril 2011, 210 p. ; « Nouvelle géopolitique de l'islamisme », *Moyen-Orient*, n° 15, juillet-septembre 2012, pp. 50-55 ;
- Lavergne Marc, « Monde arabe : de la quête de l'unité au destin partagé », *Revue internationale et stratégique* 3/2011 (n° 83), pp. 67-73.
- Nabli Béligh, « Un monde arabe en transition », *Note « Actuelles » de l'IFRI*, 6 juillet 2012.

REGARD GLOBAL SUR LE « RÉVEIL ARABE »

Par Béligh Nabli / Directeur de recherche à l'IRIS, Directeur de l'Observatoire des mutations politiques dans le monde arabe

nabli@iris-france.org

© IRIS
TOUS DROITS RÉSERVÉS

INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES
2 bis rue Mercœur
75011 PARIS / France

T. + 33 (0) 1 53 27 60 60
F. + 33 (0) 1 53 27 60 70
iris@iris-france.org

www.iris-france.org
www.affaires-strategiques.info